GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

FONDS DE LUTTE CONTRE CERTAINES FORMES DE CRIMINALITE



Rapport d'activité 2019

FONDS DE LUTTE CONTRE CERTAINES FORMES DE CRIMINALITE

Rapport annuel sur les activités et la situation financière du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité pour l'exercice 2019

Table des Matières

I.	La m	ission et les activités du Fonds	1
	A)	La coopération avec l'Office contre les drogues et le crime (ODC)	5
	B)	Autres projets internationaux	6
		 Projets de cours de formation en matière de lutte contre le blanchiment avec le House of Training Projets avec Caritas Projet avec ILSTA au Laos Projet avec l'Académie internationale de lutte contre la corruption IACA Projet avec le Groupe Pompidou 	6 7 7 7 7
	C)	Les projets au Luxembourg	8
		 Projets avec la Police Grand-Ducale Projets avec le Ministère de la Justice au Luxembourg Projet avec 4motion a.s.b.lg Projet avec la Fondation Centre de prévention des toxicomanies Projet avec le Comité national de défense sociale Projet avec ARCUS a.s.b.l Projets avec Jugend an Drogenhëllef Projet avec le Centre des Technologies de l'Information de l'Etat Projet avec le Laboratoire national de Luxembourg Projet avec la Cellule de renseignements financiers (CRF) Projet avec la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) 	8 9 9 9 10 10 10
		 Projets avec les Parquets de Luxembourg et de Diekirch Projet « maison de traitement » avec le Ministère de la Santé 	11 11

12

Les comptes au 31 décembre 2019

FONDS DE LUTTE CONTRE CERTAINES FORMES DE CRIMINALITE

Rapport annuel sur les activités et la situation financière du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité pour l'exercice 2019

I. La mission et les activités du Fonds

Le Fonds a été institué sous le nom de Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants par l'article 5 de la loi du 17 mars 1992 portant

- approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
- 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;
- 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code de procédure pénale.

Adresse postale: L-2931 Luxembourg Bureaux: 3, rue de la Congrégation Téléphone: 247-82712

L'article 18 de la loi du 27 octobre 2010 portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme a modifié cet article suite aux recommandations du GAFI en élargissant le champ d'action du Fonds et en adaptant aussi son appellation en conséquence.

La mission légale du Fonds n'est plus limitée depuis lors à la lutte contre le trafic des stupéfiants, mais consiste à favoriser l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de moyens de lutter contre certaines formes de criminalité. L'alimentation du Fonds a été élargie aux confiscations prononcées en matière de lutte contre le blanchiment et en matière de lutte contre le financement du terrorisme. Ce sont donc ces deux domaines d'action qui se sont ajoutés au domaine traditionnel de la lutte contre le trafic des stupéfiants.

En 2019 le Comité-Directeur du Fonds s'est réuni à 4 reprises, a continué le suivi des projets en cours et a initié ou examiné de nouveaux projets.

Depuis sa création, le Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité a donné son accord pour des projets d'un montant total de 43.774.949,- euros dont 43.613.387,- euros ont été effectivement engagés et 39.996.180,- euros effectivement déboursés.

Le tableau récapitulatif suivant permet de donner un aperçu global, par régions géographiques, de tous les projets financés par le Fonds depuis sa création :

Tableau récapitulatif de tous les projets financés par le Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants depuis sa création:

Situation	n au 31 décembre 2019			Engagements pris ou prévus	Montants décaissés	
No	Nom	Objet	Pays d'action	EUR	EUR	Statut
95/01	Camionnette	Achat d'une camionnette	Luxembourg	6.941	6.941	terminé
97/01	Parquets	Opérations de poursuite	Luxembourg	2.479		en cours
96/01	Centre de Prévention des Toxicomanies	Etude sur les drogues synthétiques au Luxembourg Toxicomanies et interventions en milieu carcéral: formation pour la lutte contre les	Luxembourg	13.386		terminé
96/16	Centre Pénitentiaire Agricole de Givenich	toxicomanies en milieu pénitentiaire.	projet transfrontalier (L, B, F, NL)	8.726		terminé
97/04 97/05	Service Anti Blanchiment Parquet CRP Santé - Laboratoire National de Santé	Engagement temporaire d'une personne Acquisition d'un chromatographe liquide couplé à la spectrométrie de masse	Luxembourg Luxembourg	79.415 171.603		terminé terminé
97/06	Service de Police Judiciaire	Acquisition de matériel antidrogue	Luxembourg	157.986	157.986	terminé
97/25	Centre Pénitentiaire Agricole de Givenich	Toxicomanies et interventions en milieu carcéral: formation pour la lutte contre les toxicomanies en milieu pénitentiaire.	projet transfrontalier (L, B, F, NL)	14.874	14.874	terminé
98/02	Douane	Acquisition de matériel antidrogue	Luxembourg	221.218		terminé
98/07 98/09	Centre de prévention des toxicomanies WIAD / Dr. Schlink	Semaine européenne de prévention des toxicomanies Etude sur les infections aux virus HIV et hépatites dans les prisons	Luxembourg Luxembourg	7.437 7.046		terminé terminé
98/12	Mentor Mentor	Initiative au niveau des écoles primaires	Luxembourg	240.900	240.900	terminé
98/19 99/05	Agora Centre de prévention des toxicomanies	Subside pour exposition de photos Etude sur le Cannabis	Luxembourg Luxembourg	496 37.101		terminé terminé
99/03	Ministère de la Justice / SPSE	Prise en charge des personnes toxico-dépendantes en milieu pénitentiaire	Luxembourg	451.092	451.092	terminé
99/11	Direction de la Police	Acquisition de matériel antidrogue	Luxembourg	8.282		
99/12	Agora a.s.b.l. Ministère de la Santé / Fondation Jugend-an	Réalisation d'une publication	Luxembourg	5.702		terminé
00/01	Drogenhëllef	Aides au logement et appartements supervisés pour toxicomanes	Luxembourg	24.790		terminé
00/06 00/07	Stëmm vun der Strooss Centre de Prévention des Toxicomanies	Financement d'une personne à durée détreminée pour l'encadrement Participation à la conférence europ. des services d'aide téléphonique drogues	Luxembourg Luxembourg	3.966 7.860	3.966 7.860	terminé terminé
00/07	CRP Santé - Laboratoire National de Santé	Equipement complémentaire au chromatographe liquide	Luxembourg	19.627		terminé
01/01	FIUnet	Participation au financement d'un réseau informatique entre FIUs européens	Luxembourg et pays de l'UE	180.621		terminé
01/03 01/05	CRP Santé - Laboratoire National de Santé Police grand-ducale 2001	Bourse pour un chercheur engagé à durée déterminée Acquisition de matériel antidrogue	Luxembourg Luxembourg	88.831 115.637	88.831 115.637	terminé terminé
01/06	CRP Santé	Recherche action en matière d'hépatite virale C et du HIV	Luxembourg	307.051	307.051	terminé
01/09 01/10	Douane Service National de la Jeunesse	Acquisition de systèmes d'inspection par rayon X Projet "What's what - Drugs'n more"	Luxembourg Luxembourg	211.600 7.735	211.600 7.735	terminé terminé
01/10	Ministère de la Santé/Abrigado	Constuction d'une maison de traitement avec logements d'urgence	Luxembourg	1.663.611		en cours
01/14	Centre de prévention des toxicomanies	Formation de multiplicateurs	Luxembourg	244.098		terminé
01/17 02/02	Médecins sans Frontières CRF Luxembourg	Financement d'une personne à durée déterminée Renforcement de l'équipement informatique du FIU luxembourgeois	Luxembourg Luxembourg	38.531 53.984	38.531 53.984	terminé terminé
02/03	Administration des Douanes et Accises	Matériel complémentaire au projet 98/02	Luxembourg	115.371	115.371	terminé
02/11 02/12	Police grand-ducale 2002 Police grand-ducale 2002	Projet formation 2002 Projet d'acquisition de matériel	Luxembourg Luxembourg	20.551 247.014		terminé terminé
02/12	Fondation Jugend an Drogenhellef	Aides au logement et appartements supervisés pour toxicomanes	Luxembourg	40.000		terminé
02/17	Mentor	Développement d'un portail internet		224.957		terminé
02/18 02/23	Police grand-ducale 2002 Centre de prévention des toxicomanies	Projet de création d'un spot publicitaire contre les drogues Participation à la conférence europ. des services d'aide téléphonique drogues	Luxembourg Luxembourg	15.120 11.000	15.120 11.000	terminé terminé
02/24	Centre de prévention des toxicomanies	Erlebnispfad	Luxembourg	48.739	48.739	terminé
03/08 04/01	Police grand-ducale 2003 Police grand-ducale 2004	Projet d'acquisition de matériel Campagne de sensibilisation	Luxembourg Luxembourg	51.096 23.000	51.096 23.000	terminé terminé
04/01	Administration des Douanes et Accises	Voiture de transport de chiens	Luxembourg	59.906		terminé
04/05	Police grand-ducale 2004	Projet formation 2004	Luxembourg	26.420		en cours
04/09 04/10	Médecins sans Frontières Police grand-ducale 2004	Projet CHOICE (FreD) Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg Luxembourg	89.375 123.294	89.375 123.294	terminé terminé
04/11	Centre de prévention des toxicomanies	Erlebnispfad 2 / TRAMPOLIN - Sprongkraft am Alldag	Luxembourg	520.812	520.812	terminé
04/15 05/01	Centre Emmanuel Fondation Jugend an Drogenhellef	Demande d'une aide financière d'urgence Aides au logement et appartements supervisés pour toxicomanes	Luxembourg Luxembourg	120.000 20.000	120.000 20.000	terminé terminé
05/01	GAFInet	Système documentaire par internet	Luxembourg	65.000		
05/04	Police grand-ducale 2005	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	69.201		terminé
05/09 05/10	UNODC budget général Police grand-ducale 2005	Contribution au budget général 2004, 2005, 2006 et 2007 Acquisition d'un chien anti-drogues	Luxembourg Luxembourg	328.031 5.569	328.031 5.569	terminé terminé
05/11	Police grand-ducale 2006	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	79.946		
06/01 06/03	Police grand-ducale 2006 Centre de prévention des toxicomanies	Matériel informatique Réédition de brochures	Luxembourg Luxembourg	50.502 24.392		terminé terminé
06/04	Fondation Jugend an Drogenhellef	camionnette	Luxembourg	15.748	15.748	terminé
06/05 06/08	Centre Emmanuel	Demande d'une aide financière d'urgence	Luxembourg	100.000 56.839		terminé terminé
06/10	Police grand-ducale 2006 UNODC	Matériel informatique Engagement à durée déterm. d'une personne pour l'ODC à Vienne	Luxembourg Vienne	369.064		terminé
06/11	Police grand-ducale 2006	Matériel de récupération de drogues avalées	Luxembourg	57.276		terminé
06/12 06/14	Fondation Jugend an Drogenhellef Police grand-ducale 2006	Demande d'une aide pour le paiement d'un supplément de loyer (1 an) Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg Luxembourg	11.400 92.458		terminé terminé
06/20	Fondation Jugend an Drogenhellef	Aides au logement et appartements supervisés pour toxicomanes	Luxembourg	35.000	35.000	terminé
07/01 07/02	Uni Luxembourg-Laboratoire National de Santé Police grand-ducale 2007	Acquisition d'un chromatographe liquide et financement d'une bourse d'études Acquisition de chiens anti-drogues	Luxembourg Luxembourg	403.837 6.563		terminé terminé
08/02	Police grand-ducale 2008	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	90.907	90.907	terminé
08/03 08/10	EPI Centre de prévention des toxicomanies	Op der Sich nom Gleck Projet SchoulFest - prévention en milieu scolaire et festif	Luxembourg Luxembourg	5.000 179.674	5.000 179.674	terminé terminé
08/11	Police grand-ducale 2008	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	2.073	2.073	terminé
08/15 08/16	Fondation Jugend an Drogenhellef Police grand-ducale 2008	Aides au logement et appartements supervisés pour toxicomanes Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg Luxembourg	35.000 108.958		terminé terminé
09/03	CRF / Parquet	Amélioration de l'outil informatique de la CRF	Luxembourg	265.972	265.972	terminé
09/05 09/07	Police 2009 Centre de prévention des toxicomanies	Véhicules pour chiens Edition de dépliants	Luxembourg Luxembourg	64.879 12.819		terminé terminé
09/07	Police 2009	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	96.609		termine terminé
10/03	CePT - Dépliants	10.000 Dépliants sur héroïne, tabac, champignons, médicaments	Luxembourg	16.346	16.346	terminé
10/08 11/04	CRF / Parquet Police grand-ducale 2011	Amélioration de l'outil informatique de la CRF Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg Luxembourg	83.490 99.767		terminé terminé
11/06	Jugend an Drogenhëllef	Les niches	Luxembourg	35.000	35.000	terminé
11/07 11/08	Police grand-ducale 2011 Police grand-ducale 2011	Matériel de lutte contre les stupéfiants Acquisition d'un chien anti-drogues	Luxembourg Luxembourg	480.000 2.362		terminé terminé
11/08	Police grand-ducale 2011 Police grand-ducale 2011	Transformation de véhicules pour chiens anti-droges	Luxembourg Luxembourg	2.362 64.984		terminé terminé
11/12	Centre de prévention des toxicomanies	Projet SchoulFest - prévention en milieu scolaire et festif (suite projet 08/10)	Luxembourg	54.837	54.837	terminé
12/01 12/03	Police grand-ducale 2012 Police grand-ducale 2012	Matériel de lutte contre les stupéfiants Acquisition d'un chien anti-drogues	Luxembourg Luxembourg	100.390 3.453		terminé terminé
12/04	Administration des Douanes et Accises	Equipement véhicule d'observation	Luxembourg	99.675	99.675	terminé
13/01 13/03	Centre de prévention des toxicomanies Centre de prévention des toxicomanies	Projet MAG-net 2 (suite projets 08/10 et 11/12) Publication de brochures	Luxembourg Luxembourg	188.480 18.548	18.548	terminé terminé
13/07 13/08	IACA Académie Internationale anti-corruption Police grand-ducale 2013	Bourse d'étude en matière de lutte contre la corruption Transformation de 3 vehicules pour la section canine	Luxembourg Luxembourg	50.000 51.556	50.000	en cours terminé
13/09	Police grand-ducale 2013	Acquisition de deux chiens anti-drogues	Luxembourg	6.978	6.978	terminé
13/10 13/11	Police grand-ducale 2013 Police grand-ducale 2013	Objet saisis Campagne "Droge sinn total illegal"	Luxembourg Luxembourg	195.328 99.986		terminé terminé
•	~		~	•		

13/12	Police grand-ducale 2013	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	103.774	103.774	terminé
13/14	Parquet et Police grand-ducale	Mesures particulières de recherche	Luxembourg	250.000	250.000	en cours
13/15	Fondation Jugend an Drogenhellef	Extension des activités du service bas-seuil Kontakt	Luxembourg	31,500	31,500	terminé
14/01	Arcus	Acquisition de matériel	Luxembourg	1,593	1,593	terminé
14/02	Fondation Jugend an Drogenhellef	Aides au logement et appartements supervisés pour toxicomanes les niches	Luxembourg	45.000	45.000	terminé
14/04	Police grand-ducale 2014	Equipements spéciaux	Luxembourg	193,440	193,440	terminé
14/06	Police grand-ducale 2014	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	104,414	104.414	terminé
15/03	UNODC GLOT29 - GoAML	Sytème informatique de la CRF au Luxembourg	Luxembourg	79.224	79.224	terminé
15/04	Ministère de la Justice - Groupe GRETA	Campagne de sensibilisation contre la traite des êtres humains	Luxembourg	95.000	94.043	en cours
15/05	Police grand-ducale 2015	Acquistion de chiens de police anti-stupéfiants	Luxembourg	8.000	8.000	terminé
15/06	Fondation Jugend an Drogenhellef	Modernisation de l'équipement IT	Luxembourg	37.465	37.465	terminé
15/07	Centre de prévention des toxicomanies	Participation au financement d'une conférence internationale sur les stupéfiants	Luxembourg	5.481	5.481	terminé
15/08	Police grand-ducale 2015	Acquisition de matériel	Luxembourg	533.500	533.500	terminé
15/11	Police	Location de véhicules (prolongation des contrats de location)	Luxembourg	110.000	110.000	terminé
16/01	Ministère de la Justice - CTIE	Création d'une banque de données	Luxembourg	0	0	voir 19/01
16/06	Laboratoire National de Santé	Projet de dépistage et de dosage de certains stupéfiants dans les eaux usées	Luxembourg	23.000	23.000	terminé
16/07	Police	Police - Acquisition 2 chiens	Luxembourg	10.000	10.000	terminé
17/01	Administration des Douanes et Accises	Acquisition d'une camionette avec scanner intégré	Luxembourg	225.397	225.397	terminé
17/03	Police	Acquisition d'un véhicule d'exposition (prévention)	Luxembourg	144.613	0	en cours
17/04	Police	Location de véhicules (prolongation des contrats de location)	Luxembourg	39.037	39.037	terminé
17/06	Ministère de la Justice	Campagne de sensibilisation en matière de lutte contre le terrorisme	Luxembourg	95.000	0	en cours
18/01	4motion asbl	Financement d'actions de sensibilisation	Luxembourg	34.537	34.537	en cours
18/02	Fondation Centre de prévention des toxicomanies	Financement de broschures et dépliants thématiques	Luxembourg	96.000	0	en cours
18/03	Comité national de défense sociale asbl	Projet TABA	Luxembourg	60.000	60.000	en cours
18/04	ARCUS KJF — QUAI 57 Suchtberodungsstell	Financement de petit matériel	Luxembourg	1.500	0	en cours
18/05	Fondation Jugend an Drogenhellef	Projet « Les Niches »	Luxembourg	60.000	60.000	en cours
18/06	Fondation Jugend an Drogenhellef	Financement d'un projet de modernisation des infrastructures IT	Luxembourg	70.000	0	en cours
18/09	Police	Police - Acquisition 2 chiens	Luxembourg	10.000	8.442	en cours
19/01	Centre des Technologies de l'Information de l'Etat	Création d'une banque de données centralisée	Luxembourg	350.000	131.625	en cours
19/04	Fondation Centre de prévention des toxicomanies	Maison des Jeunes	Luxembourg	126.888	0	en cours
19/05	LNS	Surveillance de l'offre et de la qualité de substances psychoactives	Luxembourg	145.770	0	en cours
19/08	CRF	Analyse monnaies virtuels	Luxembourg	25.000	0	en cours
19/09	MinJus	Livres GAFI	Luxembourg	1.200		en préparation
19/10	Police	Police - Acquisition 2 chiens	Luxembourg	10.000	0	en préparation
19/11	CSSF	Projet AML/CFT	Luxembourg	30.362	0	en préparation
	TOTAUX Luxembourg et Europe de l'ouest:			13.599.871	10.963.660	

98/11	Groupe Pompidou	Cofinancement d'un programme de formation durable de personnes	Europe centrale et	91.500	91.500	terminé
		spécialisées dans la réduction de la demande de drogues	orientale			
99/08	ATTF (2000)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	215.464	215.464	terminé
01/02	ATTF (2001)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	151.609	151.609	terminé
02/01	Projet PHARE	Séminaire anti-blanchiment au Luxembourg dans le cadre PHARE de l'UE	Pays de l'Europe centrale et orientale	16.317	16.317	terminé
02/07	ATTF (2002)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	46.860	46.860	terminé
02/21	ATTF (2003)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	119.351	119.351	terminé
03/07	ATTF Conseil de l'Europe	Cours bancaires anti-blanchiment au Luxembourg	Russie	15.639	15.639	terminé
03/10	ATTF (2004)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	157.520	157.520	terminé
03/14	UNODC (RER/F77)	Prévention du Sida et traitement des toxicomanes	Russie, Ukraine, Biélorussie et Moldavie	230.000	230.000	terminé
04/16	ATTF (2005)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	179.755	179.755	terminé
05/12	ATTF (2006)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	224.379	224.379	terminé
06/19	ATTF (2007)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	255.715	255.715	terminé
08/01	ATTF (2008)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	162.620	162.620	terminé
08/17	ATTF (2009)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	155.100	155.100	terminé
09/06	Groupe Pompidou	4e prix européen	Europe	5.000	5.000	terminé
10/05	Groupe Pompidou	Traitement de toxicomanes en prison	Moldova	50.000	50.000	terminé
10/09	ATTF (2010)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Divers	149.299	149.299	terminé
11/01	ATTF (2011)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Divers	145.949	145.949	terminé
11/10	Groupe Pompidou	Traitement de toxicomanes en prison	Moldavie, Ukraine, Roumanie, Bosnie-H.	150.000	150.000	terminé
12/02	ATTF (2012)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Divers	132.461	132.461	terminé
13/02	Groupe Pompidou	Prévention des stupéfiants en milieu carcéral	Moldavie, région des Balcans	250.000	250.000	terminé
13/13	ATTF (2013)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Divers	122.520	122.520	terminé
14/05	ATTF (2014)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Divers	120.782	120.782	terminé
14/08	House of Training (2015)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Divers	128.200	128.200	
15/02	Groupe Pompidou	Prévention des stupéfiants en milieu carcéral	Moldavie, région des Balcans	250.000	250.000	
15/12	House of Training (2016-2018)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Divers	392.047	392.047	
17/05	UNODC GLO/G80	WCO-UNODC Container Control Programme for South Eastern Europe	Europe du sud-est	356.062	356.062	
19/06	House of Training 2019-2021	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Divers	396.000		en cours
19/07	Pompidou	Réponses aux désordres dans les prisons dus à l'usage de substances	Divers	300.000	300.000	en cours
	TOTAUX Europe centrale et orientale:			4.970.147	4,574,147	

95/02	Mentor	Projet de prévention en faveur d'enfants défavorisés de la rue	Nicaragua (Managua) et Colombie (Medellin)	62.311	62.311	terminé
96/07	UNODC (RLA996)	Organisation de cours et séminaires pour renforcer les capacités de lutte des pays visés en matière de contrôle et de répression du trafic de drogues, précurseurs et produits chimiques de base ainsi que du blanchiment de capitaux	Argentine, Bolivie, Chili, Pérou	168.956	168.956	terminé
96/08	ONG Assoc. Solidarité Lxbg-Nicaragua	Formation et réhabilitation d'enfants toxicomanes	Nicaragua (Masaya)	163.664	163.664	terminé
96/10	ONG Frères des Hommes	Banque de données et analyse de façon systématique des résultats des actions de lutte entreprises dans ce pays	Bolivie	61.955	61.955	terminé
98/06	ONG Eng Breck mat Lateinamerika	Projet de développement alternatif	Pérou	1.134.495	1.134.495	terminé
99/01	Agent de la Coopération	Centre de soins pour toxicomanes au Chiapas	Mexique	24.790	24.790	terminé
99/06	UNODC (RLAC89)	Renforcement des ONG et institutions gouvernementales en Amérique centrale en matière d réduction de la demande	le Mexique, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama	130.369	130.369	terminé
99/07	UNODC (BOLE07)	Formation professionnelle et promotion de micro-entreprises dans le cadre d'une stratégie de réduction du coca	Bolivie	445.077	445.077	terminé
01/12	UNODC (MEXF84)	Centre de soins pour toxicomanes au Chiapas (suite du projet 1/99)	Mexique	231.440	231.440	terminé
02/22	UNODC (CAMF17)	Traitement de Toxicomanes au Nicaragua (mini projet)	Nicaragua	17.358	17.358	terminé
02/26	Association Luxembourg Pérou	Communauté thérapeutique	Pérou	311.736	311.736	terminé
03/11	UNODC (CAMH90)	Centres de réhabilitation en Amérique centrale	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama	1.672.050	1.672.050	terminé
03/15	ONG Chiles Kinder asbl	Traitement et réhabilitation de Toxicomanes au Chili	Chili	167.000	167.000	terminé
04/12	FMI	Demande d'assistance technique	Amérique du sud (GAFISUD)	89.015	89.015	terminé
06/02	ONG Chiles Kinder asbl	Centre de traitement	Chili	314.145	314.145	terminé
06/13	Action pour un Monde Uni	Communauté thérapeutique II	Pérou	339.999	339.999	terminé
10/01	ASLN	Renforcement de l'autonomie financière de l'Association Casa Ave Maria	Nicaragua	36.000	36.000	terminé
10/07	Action pour un Monde Uni	Construction d'un local pour la communauté thérapeutique de réhabilitation et capacitation d	de Lima-Péru	320.612	320.612	terminé
	TOTAUX Amérique:			5,690,971	5,690,971	

98/12	Mentor	Initiative au niveau des écoles primaires	Tunisie	113.490	113.490	terminé
99/03	Gouvernement du Cap-Vert	Cofinancement du remplacement d'un avion	Cap-Vert	171.355	171.355	terminé
00/02	UNODC (SAFE66)	Centre de traitement et de réhabilitation pour toxicomanes	Afrique du Sud (Soweto)	65.426	65.426	terminé
02/06	MAE/Luxdev	Accueil et traitement des toxicomanes	Cap-Vert	1.482.995	1.482.995	terminé
03/13	UNODC (SAF/G78)	Prévention contre la drogue dans les prisons	Afrique du Sud	100.000	100.000	terminé
05/07	UNODC (Cap Vert formation)	Formation sur ordinateur des autorités de poursuite	Cap-Vert	208.216	208.216	terminé
05/08	UNODC (Cap Vert répression)	Renforcement des capacités des autorités de poursuite	Cap-Vert	291.784	291.784	terminé
04/12	FMI	Demande d'assistance technique	Bénin	41.853	41.853	terminé
08/18	UNODC ECOWAS (XAMU50)	Organisation conférence ministèrielle pour l'Afrique de l'Ouest sur le trafic des stupéfiants	Cap Vert	50.000	50.000	terminé
09/04	UNODC (MLIU58 -> XAWK36)	Lutte contre la drogue, la criminalité organisée et le terrorisme	Afrique de l'ouest	1.052.213	1.052.213	terminé
10/02	Mentor	Supporting the Development and Sustainability of Mentor and the Ugandan Youth Development Link (UYDEL) prevention of drug abuse activities in Uganda and the East African Region	Uganda	115.000	115.000	terminé
10/06	UNODC (GLOU40)	Projet global d'assistance technique en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme	Afrique	178.031	178.031	terminé
13/05	UN Conseil de sécurité Comité contre le terrorisme	Séminaires en matière de gel des avoirs terroristes	Afrique du nord	64.091	64.091	terminé
14/09	UNODC	Projet de formations sur les techniques d'enquête concernant différents types de crimes	Sahel: Burkina Faso, Tchad, Mali, Niger	445.076	445.076	terminé
16/04	UNODC West African/Sahel countries (GLOR35)	Strengthen Capacities for Preventing and Countering Financing of Terrorism UNODC	Sahel	500.000	500.000	terminé
	TOTAUX Afrique:		_	4.879.529	4.879.529	

97/26	UNODC (LAOC99)	Programme de développement alternatif	Laos (Nonghet / Xiengkhouang)	890,155	890,155	terminé
97/27	UNODC (LAOC85)	Programme de développement alternatif	Laos (Oudomsay)	445.077		terminé
97/28	UNODC (VIEB09)	Programme de développement alternatif	Vietnam	199.039	199.039	terminé
98/21	UNODC	Engagement à durée déterm. d'une personne pour l'ODC au Laos	Laos	282.935	282.935	terminé
99/02	Photographe	Documentation photographique, expositions, sensibilisation	Laos, Luxembourg	11.429	11.429	terminé
00/03	UNODC (IRAE52)	Projet de réduction de la demande	Iran	89.015	89.015	terminé
00/05	UNODC (VIEF21)	Programme de développement alternatif	Vietnam	112.605	112.605	terminé
00/12	UNODC (LAOC99)	Programme de développement alternatif	Laos (Xiengkhouang)	178.031	178.031	terminé
01/16	UNODC (VIEF21)	Programme de développement alternatif	Vietnam	270.000	270.000	terminé
02/04	Caritas	Traitement et Réhabilitation de Toxicomanes au Liban	Liban	624.543	624.543	terminé
02/08	UNODC (LAOF13)	Développement d'une unité de support aux programmes UN	Laos	150.000	150.000	terminé
02/09	UNODC (LAOC99)	Programme de développement alternatif	Laos (Nonghet / Xiengkhouang)	150.000	150.000	terminé
02/25	UNODC (RASG22)	Projet de réduction du Sida	China, Myanmar, Vietnam	300.000	300.000	terminé
03/03	UNODC	Prolongement du projet 98/21 au Laos	Laos	299.799	299.799	terminé
03/12	UNODC (LAOD35)	Programme de développement alternatif	Laos (Houaphan)	316.023	316.023	terminé
04/08	Pharmaciens sans Frontières	Désintoxication des enfants de la rue de Phnom Penh	Cambodge	325.815	325.815	terminé
04/14	UNODC	Engagement à durée déterm. d'une personne pour l'ODC au Laos	Laos	381.940	381.940	terminé
05/06	UNODC (RERH22)	Projet CARICC (Central Asian Regional Information and Coordination Center)	Asie centrale	100.000	100.000	terminé
06/06	Caritas	Traitement et Réhabilitation de Toxicomanes au Liban II	Liban	207.100		terminé
06/07	UNODC	Engagement à durée déterm. d'une personne pour l'ODC au Laos	Laos	348.277	348.277	terminé
06/15	OTAN/(UNODC)	Lutte contre les stupéfiants	Afghanistan	183.960	183.960	terminé
06/16	UNODC (LAOH98)	Programme de développement alternatif	Laos (Houaphan Province)	747.730		terminé
06/17	UNODC (LAOI95)	Mise en œuvre de la stratégie et du cadre légal anti-drogues	Laos	347.160	347.160	terminé
06/18	UNODC (VIEJ04)	Réduction de la demande de stupéfiants auprès de minorités ethniques	Vietnam	373.865		terminé
07/06	OTAN/(UNODC)	Lutte contre les stupéfiants (suite du projet 06/15)	Afghanistan	124.258		terminé
08/09	UNODC (VIEH68)	Prévention, traitement et réhabilitation de toxicomanes	Vietnam	784.137	784.137	terminé
09/01	UNICRI	Amélioration du système judiciaire et entrainement des autorités judiciares pour la lutte contre la criminalité	Laos	489.585	489.585	terminé
09/09	Caritas	Prochesta	Bangladesh	173.653	173.653	terminé
11/03	UNODC (LAOK46)	Projet de développement alternatif à Phongsaly	Laos	1.068.186	1.068.186	terminé
13/04	UNODC (LAOK44)	Projet de développement alternatif à Houaphan	Laos	355.172	355.172	terminé
13/06	Caritas	Prochesta	Bangladesh	305.606	305.606	terminé
14/03	UNODC	Programme de développement alternatif	Laos (Houaphan)	890.155	890.155	terminé
15/09	Fondation Caritas Luxembourg	Renforcement de la prévention de la toxicomanie et de l'assistance aux toxicomanes dans le	e c Bangladesh	498.816	295.220	en cours
15/10	ILSTA	Lao PDR / Vientianne	Laos	88.900	88.900	terminé
17/02	ILSTA	Lao PDR / Vientianne	Laos	90.000	90.000	en cours
18/08	UNODC LAO/Z49	Projet de développement alternatif et de sécurité alimentaire à Houaphan	Laos	1.602.279	1.602.279	en cours
19/02	ILSTA	Financement de Conférence	Laos	100.000	100.000	en cours
19/03	Caritas	""SMILE - Phase II" - Prévention de la toxicomanie dans des centres de santé	Bangladesh	609.186	186.223	en cours
19/12	ILSTA	Financement de Conférence	Laos	90.000	0	en préparation
	TOTAUX Asie:			14.604.430	13.887.871	

TOTAUX: 43.744.94 43.9996.180

Pour son action au niveau international, le Fonds s'engage surtout dans les pays partenaires privilégiés de la coopération au développement luxembourgeoise ainsi qu'à travers l'Office des Nations Unies contre les drogues et le crime (ODC).

A) La coopération avec l'Office contre les drogues et le crime des Nations Unies (UNODC)

Le Fonds finance de façon systématique des projets de l'UNODC. Les projets en cours ou prévus sont les suivants :

Projets avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC)						
Projet de mise en place d'un système de contrôle des container (UNODC GLO/G80) 17/05						
Engagements :	400.000,- USD	Décaissements :	400	.000,- USD		
Container Control I	gagé à participer au Programme for South mois (2 tranches de 2	n Eastern Europe »				
	ppement alternatif e province de Houapl			18/08		
Engagements :	1.800.000,- USD	Décaissements : dont en 2019		000,- USD 000,- USD		
Un nouveau projet d Houaphanh. (suite d	le développement alter lu projet 14/03)	rnatif au Laos dans la	province o	le		

B) Autres projets internationaux

Projet de cours de formation en matière de lutte contre le blanchiment avec le House of Training (ancienne ATTF)						
Projet relatif à 20	16 - 2018		15/12			
Engagements :	396.000,- EUR	Décaissements : dont en 2019 :	392.047,- EUR 90.232,- EUR			
		une base pluriannuelle d TTF a rejoint depuis 2017				
Projet relatif à 20	19 - 2021		19/06			
	396.000,- EUR 396.000,- EUR	Décaissements :	-			
Le Fonds a prévu de sens, les efforts du l		une base pluriannuelle d	ans le même			

Projet avec Cari	tas				
Projet SMILE au E	Bangladesh			15/09	
Engagements :	498.816,- EUR	Décaissements :	295.	220,- EUR	
		et 13/06 visant plus agong et Dhaka au Ba			
Projet Smile Phase II : Renforcement de la prévention de la toxicomanie et de l'assistance aux toxicomanes dans le cadre de centres de santé au Bangladesh					
Engagements : dont en 2019 :	609.186,- EUR 609.186,- EUR	Décaissements : dont en 2019 :		.223,- EUR .223,- EUR	

Projets avec Assistance (ILS	l'Institute for STA) au Laos	Legal Support	and 7	Technical .
Projet de formati conférence en 20 et contre le finan	19/02			
Engagements : dont en 2019 :	100.000,- EUR 100.000,- EUR	Décaissements : dont en 2019 :		.000,- EUR .000,- EUR
Projet de formati conférence en 20 et contre le finan	chiment	19/12		
Prévu:	90.000,- EUR	Décaissements :		-

Projet avec l'Académie internationale de lutte contre la corruption IACA				
Engagements :	50.000,- EUR Décaissements :	50.000,- EUR		
Projet de financement	d'une bourse d'études en matière de lutte c	ontre la corruption		
offerte par l'Académie.		·		

Projet avec le Gro	19/07				
Engagements :	300.000,- EUR	Décaissements :	300	.000,- EUR	
dont en 2019 :	300.000,- EUR	dont en 2019 :	300	.000,- EUR	
Le projet d'une envergure de 300.000 euros a pour objet de renforcer les réponses					
fondées sur les droits de l'homme aux désordres dus à l'usage de substances dans					
les prisons en Molda	vie, Ukraine et Géorgi	e.			

C) Les projets au Luxembourg

Projets avec la Police Grand-Ducale					
Projet de formations en matière de lutte contre le trafic des stupéfiants					
Engagements :	26.420,- EUR	Décaissements : dont en 2019	21.044,- EUR 4.200,- EUR		
Projet d'acquisition	on de deux chiens		16/07		
Engagements :	10.000,- EUR	Décaissements : dont en 2019 :	10.000,- EUR 1.758,- EUR		
Projet d'acquisition	on d'un véhicule d	exposition	17/03		
Engagements :	144.613,- EUR	Décaissements :			
Projet d'acquisition	on de deux chiens	en 2019	18/09		
Engagements :	10.000,- EUR	Décaissements : dont en 2019 :	8.442,- EUR 8.442,- EUR		
Projet d'acquisition de deux chiens en 2020					
Prévu :	10.000,- EUR	Décaissements :	- -		

Projets avec le Ministère de la Justice Luxembourg					
Projet de subventionnement d'information sur la problématique humains avec le groupe Greta	. •	15/04			
Engagements: 95.000,- EUR	Décaissements :	94.043,- EUR			
Projet de subventionnement d'une campagne de sensibilisation des associations et fondations sans but lucratif afin de prévenir leur utilisation abusive à des fins terroristes					
Engagements : 95.000,- EUR	Décaissements :	·			
Projet d'acquisition de livres édités	par le GAFI	19/09			
Prévu : 1.200,- EUR	Décaissements :				

Projet avec 4motion	a.s.b.l.			18/01
Engagements :	34.537,- EUR	Décaissements :	34	.537,- EUR
Projet de subventionnem	ent de la campag	ne PIPAPO – Sex, Drog	gen & Ro	ock'n Roll

Projets avec la Fondation Centre de prévention des toxicomanies					
Projet de subve didactique	ntionnement de	matériel	publicitaire et	18/02	
Engagements :	96.000,- EUR	Décaisse	ments :	-	
Projet pilote dans le cadre de référence national sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes dans les Maisons des Jeunes à Luxembourg.					
Engagements :	126.888,- EUR	Décaisse	ments :	-	

Projet avec le Comité national de défense sociale				
Engagements :	60.000,- EUR	Décaissements :	60	.000,- EUR
Projet de subventionnen	nent du projet TAB	A dans la Commune de	e Walferd	dange

Projet avec ARCUS	asbl		18/04
Engagements :	1.500,- EUR	Décaissements :	-
Projet de subventionne	ment de matériel po	our le Arcus-Quai 57 - Suchtber	odungsstell

Projets avec Jugend an Drogenhëllef

Projet de logements encadrés « les Niches » 18/05 Engagements : 60.000,- EUR Décaissements : 60.000,- EUR dont en 2019 : 60.000,- EUR

Le projet intitulé «les niches - projet d'aide au logement et appartements supervisés pour toxicomanes» consiste à aider des toxicomanes à trouver un logement en leur prêtant temporairement par le biais de la Fondation Jugend- an Drogenhëllef, de l'argent pour payer les premiers loyers et garanties bancaires indispensables pour obtenir des logements locatifs.

Ce projet contribue ainsi à faciliter la réinsertion sociale des toxicomanes. Etant donné que l'argent prêté aux bénéficiaires est remboursable, le montant initial donné par le Fonds est réutilisable et constitue en quelque sorte un fonds de roulement qui toutefois décroît progressivement au fil du temps par suite de déficits lors du remboursement et de frais administratifs. Le projet constitue la suite du projet 14/02.

Projet de financement de modernisation des infrastructures IT 18/06 Engagements: 70.000.- EUR Décaissements:

Lingagements.	70.000,- LOIX	Decaissements.

Projet avec le Centre des Technologies de l'Information de l'Etat					
Engagements :	350.000,- EUR	Décaissements :	131	.625,- EUR	
dont en 2019 :	350.000,- EUR	dont en 2019 :	131	.625,- EUR	
Projet de création d'une base de données centralisant les identités des abonnés et utilisateurs des opérateurs et fournisseurs de communications électroniques.					

Projet avec le Laboratoire national de santé (LNS)			
Engagements : dont en 2019 :	145.770,- EUR 145.770,- EUR	Décaissements :	-
Projet concernant psychoactives	la surveillance de	l'offre et de la qualité de	substances

Projet avec la Cellule de renseignements financiers (CRF)					
Engagements :	, -	Décaissements :	_		
dont en 2019 :	25.000,- EUR				
Projet d'analyse des monnaies virtuels dans un but de lutte contre le blanchiment et					
contre le financemen	t du terrorisme				

Projet avec la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)			19/11	
Projet de réalisation de clips vidéos ayant pour objet la sensibilisation du public sur la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme				
Prévu :	30.362,- EUR	Décaissements :	-	

Projets avec les Parquets de Luxembourg et de Diekirch 13/14 97/01

Engagements: 250.000,- EUR Décaissements: 250.000,- EUR En 2014 le Fonds a signé avec les parquets de Luxembourg et de Diekirch une convention relative au financement de la mise en œuvre de mesures particulières de recherche ordonnées en application des articles 48-17 à 48-23 du Code d'Instruction Criminelle (infiltration) dans le cadre d'enquêtes sur des faits relevant des formes de

criminalité déterminées.

retard dans l'exécution du projet est apparu.

La convention en question remplace les conventions 96/18 et 97/02, alors que la convention 97/01 relative à la mise à disposition temporaire de la Police d'un montant de 2.479 euros à des fins d'enquêtes nationales continue à subsister.

Projet «maison de traitement» avec le Ministère de la Santé Engagements: 1.663.611,- EUR Décaissements: C'est en 2002 que le Fonds a approuvé le projet de construction d'une maison de traitement avec logements d'urgence pour toxicomanes. En raison des discussions au sujet de la construction de cette maison, communément appelée « Fixerstuff », un

II. La situation financière du Fonds

Les comptes du Fonds ont été alimentés au cours de l'exercice de l'équivalent de 1.629.050,- euros. Ce montant est le résultat de confiscations pour 1.476.371,- euros, d'une plus-value financière sur portefeuille de placement de 126.132,- euros et de gains de change de 26.547,- euros.

Ces produits sont à mettre en relation avec des charges de 2.052.580,- euros à savoir des affectations à de nouveaux projets pour 1.886.331,- euros, des frais administratifs pour 12.782,- euros et des provisions pour frais bancaires inhérents à l'exercice de 24.807,- euros.

Ainsi la perte de l'exercice est de 294.870,- euros.

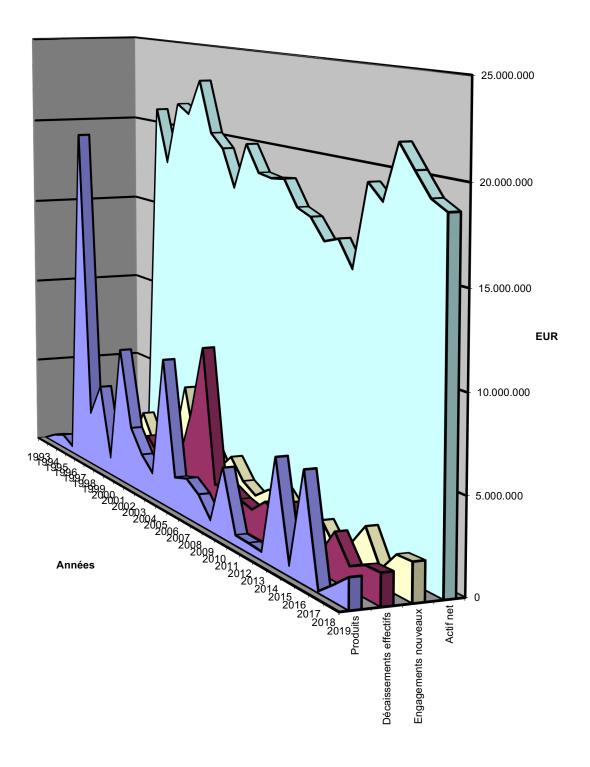
Ainsi l'actif net du Fonds (actif - sommes affectées sur base de conventions de projets - provisions) s'élève à 18.806.420,- euros à la fin de l'exercice.

Outre les projets pour lesquels l'engagement du Fonds a déjà été formalisé par la signature de conventions et dont le calcul de l'actif net ci-dessus a tenu compte, le Fonds a déjà avisé favorablement d'autres projets pour un volume global de 131.562,- euros, ce qui diminuerait l'actif net à 18.674.858,- euros.

L'évolution financière depuis la création du Fonds se résume de la manière suivante :

Année:	Produits:	dont avoirs	Décaissements	Engagements	Actif net:
		confisqués :	effectifs:	nouveaux:	
1993	2.485,-€	-	113,-€	-	2.372,-€
1994	478.075,-€	466.221,-€	8,-€	-	480.439,-€
1995	777.778,-€	750.484,-€	29.227,-€	58.010,-€	1.162.738,-€
1996	404.060,-€	52.672,-€	118.568,-€	219.194,-€	1.442.243,-€
1997	19.591.066,-€	17.791.789,-€	161.902,-€	278.154,-€	20.979.203,-€
1998	3.074.934,-€	19.047,-€	199.888,-€	2.815.156,-€	17.939.368,-€
1999	4.954.854,-€	56.237,-€	1.826.993,-€	1.378.595,-€	21.509.161,-€
2000	1.024.110,-€	25.008,-€	2.044.065,-€	1.444.206,-€	21.042.197,-€
2001	7.685.840,-€	6.639.680,-€	2.504.496,-€	1.834.796,-€	23.065.728,-€
2002	3.417.937,-€	2.393.124,-€	1.716.189,-€	5.545.126,-€	20.183.376,-€
2003	2.193.634,-€	1.410.685,-€	1.629.261,-€	2.122.376,-€	19.442.279,-€
2004	1.453.144,-€	726.600,-€	2.303.555,-€	3.094.178,-€	17.375.127,-€
2005	8.194.569,-€	7.597.536,-€	5.515.320,-€	1.813.100,-€	19.948.746,-€
2006	1.905.806,-€	1.174.445,-€	9.009.996,-€	2.785.580,-€	18.508.988,-€
2007	2.188.945,-€	1.213.177,-€	1.702.777,-€	1.754.758,-€	18.377.104,-€
2008	1.669.930,-€	541.316,-€	1.969.190,-€	1.315.445,-€	18.496.406,-€
2009	625.505,-€	67.021,-€	1.609.738,-€	1.980.715,-€	17.130.799,-€
2010	3.815.235,-€	3.601.172,-€	1.417.605,-€	2.349.030,-€	16.809.057,-€
2011	570.365,-€	320.843,-€	2.197.249,-€	1.533.038,-€	15.721.866,-€
2012	540.412,-€	131.281,-€	1.963.445,-€	203.534,-€	16.048.119,-€
2013	480.453,-€	385.467,-€	2.903.238,-€	1.814.492,-€	14.687.128,-€
2014	5.725.811,-€	5.270.176,-€	1.004.537,-€	717.184,-€	19.265.684,-€
2015	568.890,-€	22.750,-€	1.047.207,-€	1.351.867,-€	18.453.295,-€
2016	5.772.593,-€	2.219.152,-€	2.517.639,-€	2.635.622,-€	21.527.437,-€
2017	108.565,-€	74.850,-€	1.184.599,-€	876.389,-€	20.294.489,-€
2018	838.300,-€	675.685,-€	1.645.242,-€	2.002.791,-€	19.101.289,-€
2019	1.629.051,-€	1.476.371,-€	1.683.619,-€	1.886.331,-€	18.806.420,-€
Total	79.692.347,-€	55.102.789,-€	49.505.667,-€	l	
	1				

Evolution financière



COMITE-DIRECTEUR

au 31 décembre 2019

Président:

Jean-Luc KAMPHAUS, Conseiller de Direction 1ère classe (Ministère des Finances)

Membres:

Tara DESORBAY, Attachée (Ministère de la Justice)

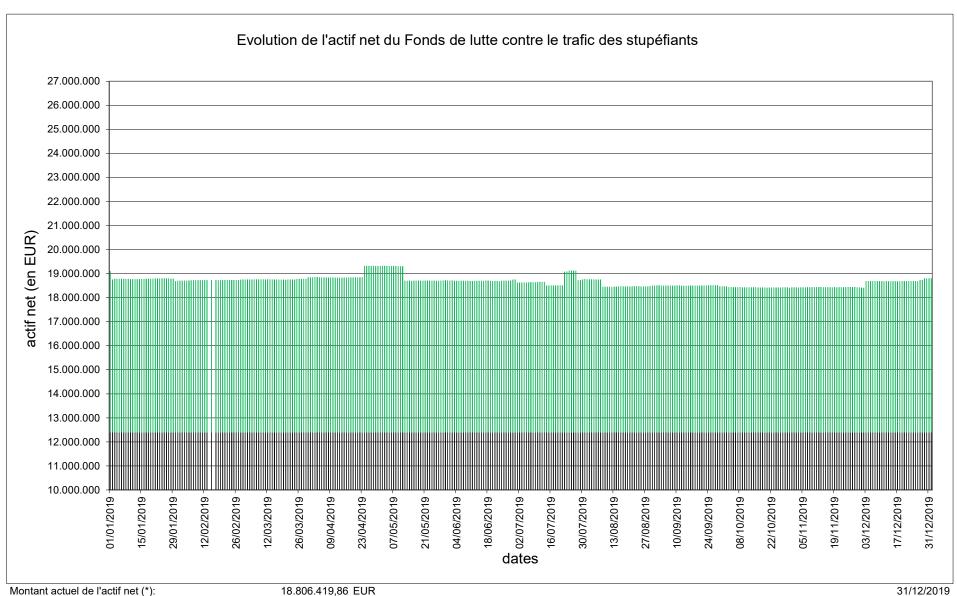
Georges HEINEN, Conseiller de Gouvernement 1ère classe (Ministère des Finances)

Alain ORIGER, Coordinateur national drogues (Ministère de la Santé)

Manuel TONNAR, Directeur (Ministère des Affaires Etrangères et Européennes)

Secrétaire:

Sylvie SIEBENBORN, Rédacteur (Ministère des Finances)





Luxembourg, le 18 décembre 2020

Le Ministre des Finances,
Le Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire,
La Ministre de la Justice,
La Ministre de la Santé,

Vu la loi du 17 mars 1992 portant

- 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988,
- 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,
- 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code de Procédure pénale,

Vu le règlement grand-ducal du 28 mai 1993 concernant le contrôle par la Cour des Comptes sur la gestion financière du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité,

Vu le rapport annuel 2019 sur les activités et la situation financière du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité, ainsi que les comptes arrêtés au 31 décembre 2019,

Vu la demande d'avis sur les comptes adressée à la Cour des Comptes en date du 10 décembre 2020,

Arrêtent:

Article unique.- Les comptes de l'exercice 2019 du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité sont approuvés et décharge est donnée au Comité-Directeur pour cet exercice.

- s. Le Ministre des Finances,
- s. Le Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire,
- s. La Ministre de la Justice,
- s. La Ministre de la Santé,

Loi du 17 mars 1992 portant

- I. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
- 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ;
- 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle (Mém. A 1992, p.698)

telle qu'elle a été modifiée

- par la loi du 14 juin 2001 portant
 - approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990;
 - 2. modification de certaines dispositions du code pénal ;
 - 3. modification de la loi du 17 mars 1992 portant
 - approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
 - modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie :
 - 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle (Mém. A 2001, p.1708);
- par la loi du 1er août 2007 sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales (Mém. A 2007, p.2428) ;
- par la loi du 27 octobre 2010 portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg; relative à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme; modifiant :
 - le Code pénal ;
 - 2. le Code d'instruction criminelle ;
 - 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
 - 4. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
 - 5. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ;
 - 6. la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980 ;
 - 7. la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;
 - 8. la loi du 20 juin 2001 sur l'extradition ;
 - 9. la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres de l'Union européenne;
 - 10. la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale ;
 - 11. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 - 12. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - 13. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances ;
 - 14. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
 - 15. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
 - 16. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à l'organisation de la profession d'expert-comptable ;
 - 17. la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit ;
 - 18. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;
 - la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
 - la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990 (Mém. A 2010, p.3172);
- par la loi du 1er août 2018 portant modification
 - I° du Code pénal ;
 - 2° du Code de procédure pénale ;
 - 3° du Nouveau Code de procédure civile ;
 - 4° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;
 - 5° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ;
 - 6° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
 - 7° de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle;

8° de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990 ; 2. modification de certaines dispositions du code pénal ; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988 ; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle,

en vue d'adapter le régime de confiscation (Mém. A N° 789 du 11 septembre 2018).

Extrait

Texte mis à jour

(…)

Art. 5.

(I) Il est institué un établissement public, jouissant de la personnalité juridique, dénommé « Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité » l .

Le siège du Fonds est à Luxembourg.

- (2) (Loi du 27 octobre 2010) « La mission du Fonds consiste à favoriser l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de moyens de lutter contre certaines formes de criminalité. »
- (3) Le Fonds dispose de l'autonomie financière et est alimenté par tous les biens meubles et immeubles, divis et indivis, confisqués « en application des dispositions suivantes :
 - les articles 8-2 et 18 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ;
 - les « articles 31 et 32 du Code pénal »² concernant les biens confisqués par l'Etat luxembourgeois provenant d'une ou de plusieurs des infractions visées aux articles 112-1, 135-1 à 135-10 et 506-1 à 506-8 du Code pénal ;
 - l'article 5, paragraphe 4, de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988 ;
 - l'article 13 de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990 ;
 - l'article 13 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000.³

« Ces biens confisqués, ainsi que tous les produits de ces biens nés après la confiscation, sont transférés au Fonds qui en devient propriétaire, « sans préjudice d'un éventuel partage avec les autorités étrangères intervenu au cours de la procédure de confiscation »⁴. »⁵

Le Fonds doit en assurer la gestion et l'emploi conformément à sa mission. Le Fonds a la faculté de faire gérer son patrimoine par des personnes physiques ou morales spécialisées et agréées par le « Ministre ayant la Place financière dans ses attributions». ⁶

(4) Le Fonds est administré par un comité-directeur composé de cinq membres dont le membre président et un membre sont nommés par le « Ministre ayant la Place financière dans ses attributions »⁷, un membre par le

Loi du 27 octobre 2010

² Loi du 1er août 2018

³ Loi du 27 octobre 2010

⁴ Loi du 27 octobre 2010

⁵ Loi du 14 juin 2001

⁶ Loi du 27 octobre 2010

⁷ Loi du 27 octobre 2010

« Ministre ayant la Coopération dans ses attributions »⁸, un membre par le « Ministre ayant la Santé dans ses attributions »⁹ et un membre par le « Ministre ayant la Justice dans ses attributions »¹⁰.

Le mandat des membres du comité-directeur est de deux ans. Il est renouvelable. Le comité-directeur soumet à l'approbation des Ministres compétents les comptes arrêtés au 31 décembre de chaque année.

Deux fois par an un rapport sur les activités et la situation financière du Fonds est soumis au Conseil de Gouvernement. Un rapport annuel circonstancié est adressé à la Chambre des Députés.

Les comptes sont publiés au « Recueil électronique des sociétés et associations » 11, dans le mois de leur approbation.

- (5) L'exécution des décision du comité-directeur et l'expédition des affaires courantes peuvent être déléguées à un ou plusieurs fonctionnaires détachés au Fonds selon les dispositions du règlement intérieur soumis à l'approbation du « Ministre ayant la Justice dans ses attributions »¹² et du « Ministre ayant la Place financière dans ses attributions »¹³. Le Fonds est engagé en toutes circonstances par la signature conjointe de deux membres du comité.
- (6) La gestion du Fonds est assujettie au contrôle de la « Cour des Comptes » ¹⁴ suivant des modalités à déterminer par règlement grand-ducal.
- (7) Le Fonds est doté d'une allocation de départ unique de « 2.478,94 euros » 15.

(…)

Doc. parl. n° 3483; sess. ord. 1990-1991 et 1991-1992 Doc. parl. n° 4657; sess. ord. 1999-2000 et 2000-2001 Doc. parl. n° 5019; sess. ord. 2001-2002 et 2006-2007 Doc. parl. n° 6163; sess. ord. 2009-2010 et 2010-2011 Doc. parl. 7220; sess. ord. 2017-2018; Dir. 2014/42/UE

⁸ Loi du 27 octobre 2010

⁹ Loi du 27 octobre 2010

¹⁰ Loi du 27 octobre 2010

¹¹ modifié implicitement par la loi du 27 mai 2016 concernant le régime de publication légale art.20 (Mém. A 2016, p.1730)

¹² Loi du 27 octobre 2010

¹³ Loi du 27 octobre 2010

Loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes art 13 (Mém. A 1999, p.1444)

Loi du ler août 2001 relative au basculement en euro le ler janvier 2002 et modifiant certaines dispositions législatives art. ler (Mém. A 2001, p.2440)

R.C.S. Luxembourg J30

COMPTES ANNUELS ET RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

au 31 décembre 2019

R.C.S. Luxembourg J30

TABLE DES MATIERES

		Pages
RAPPORT D	DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ	1 - 3
COMPTES A	ANNUELS	
-	Bilan	4
-	Compte de profits et pertes	5
-	Annexe	6 - 9



RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Aux membres du Comité Directeur de Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité Etablissement Public 3, rue de la Congrégation L-2931 Luxembourg

Opinion

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité (l'«Etablissement Public») comprenant le bilan au 31 décembre 2019 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de l'Etablissement Public au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation applicables à l'Etablissement Public définis par le Comité Directeur et tels que détaillés dans la note 2 aux comptes annuels.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de l'Etablissement Public conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités du Comité Directeur pour les comptes annuels

Le Comité Directeur est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes annuels conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation applicables à l'Etablissement Public définis par le Comité Directeur et tels que détaillés dans la note 2 aux comptes annuels, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, c'est au Comité Directeur qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Etablissement Public à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Comité Directeur a l'intention de liquider l l'Etablissement Public ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillét 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Etablissement Public;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Comité Directeur, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier;



- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Comité Directeur du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Etablissement Public à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener l'Etablissement Public à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Luxembourg, le 10 décembre 2020

BDO Audit Cabinet de révision agréé représenté par

Jean-Philippe Barret

R.C.S. Luxembourg J30 **BILAN** 31 décembre 2019

(exprimé en EUR)

ACTIF	2019	2018
Créances	2.478,94	2.478,94
Portefeuille de placement	14.110.013,06	13.971.502,03
Intérêts à recevoir sur portefeuille de placement	58.210,23	70.588,79
Avoirs en banque	9.638.018,34	9.816.388,40
Total	23.808.720,57	23.860.958,16
DACCIE.		
PASSIF	2019	2018
Capitaux propres (Note 3) Dotation initiale	2.478,94	2.478,94
Réserves	19.098.810,43	20.292.010,48
Provisions pour frais bancaires inhérentes à l'exercice	24.806,88	-
Provisions pour avoirs susceptibles de transfert à l'étranger en vertu de partages (Note 4)	1.009.336,68	1.009.336,68
Sommes affectées sur base de conventions de projets (Note 5)	3.617.207,52	3.399.382,49
Dettes envers l'Etat	350.949,63	350.949,63
Résultat de l'exercice	-294.869,51	-1.193.200,06
Total	23.808.720,57	23.860.958,16

R.C.S. Luxembourg J30

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

31 décembre 2019 (exprimé en EUR)

31,23 2.019.721,85
82,38 11.778,62
06,88 0,00
20,49 2.031.500,47
2019 2018
2019 2018
71,21 675.685,42
32,47 10.155,78
47,30 152.459,22
69,51 1.193.200,06
20,49 2.031.500,47

R.C.S. Luxembourg J30 ANNEXE 31 décembre 2019

NOTE 1 - GENERALITES

Le Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité est un établissement public institué sous le nom de Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants par l'article 5 de la loi du 17 mars 1992.

Il a pour mission non seulement la lutte contre le trafic des stupéfiants, mais aussi a pour mission de favoriser l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de moyens de lutter contre certaines formes de criminalité.

L'alimentation du Fonds a été élargie aux confiscations prononcées en matière de lutte contre le blanchiment et en matière de lutte contre le financement du terrorisme.

L'objet social consiste dans le renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Le siège du Fonds se situe à L-2931 Luxembourg, 3, Rue de la Congrégation.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

NOTE 2 - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis sur base des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, complétées des dispositions applicables aux opérations spécifiques à l'Etablissement Public.

Les principes comptables retenus par le Comité Directeur sont détaillés dans les différentes notes aux comptes. Le Comité Directeur a décidé d'adopter une présentation du bilan et du compte de profits et pertes adaptée à son activité.

L'Etablissement Public tient sa comptabilité en euros (EUR). Le bilan et le compte de profits et pertes sont exprimés dans cette devise.

Conversion des devises

Les transactions établies en devises durant l'exercice sont enregistrées au cours du jour de la transaction. Pour les créances et les dettes, les bénéfices et les pertes de change réalisés et les pertes de change non réalisées sont enregistrés au compte de profits et pertes. Les bénéfices et les pertes de change réalisés et non réalisés sur les avoirs en banques sont enregistrés au compte de profits et pertes.

R.C.S. Luxembourg J30 ANNEXE 31 décembre 2019 - suite -

Les autres postes de l'actif et du passif sont évalués individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de leur valeur convertie au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Portefeuille de placement et avoirs en banque

L'univers d'investissement, qui définit les instruments éligibles pour le portefeuille, comprend :

- a) Les obligations, titres du marché monétaire et titres similaires de tous types, à coupon fixe ou variable ou de type « zero-coupon », émises par des émetteurs établis dans un pays membre de l'OCDE, libellées en EURO ou en devise EURO-IN (respectivement en une devise qui pourra être couverte par rapport à la devise de référence EURO), et dont les notations minima explicites ou implicites au jour de l'acquisition sont AA- (S&P) et/ou de Aa3 (Moody's).
- b) Les liquidités détenues en compte bancaire, que ce soit à vue ou à terme, auprès de banques dont les notations minima explicites ou implicites sont AA- (S&P) et/ou Aa3 (Moody's).
- c) Les instruments dérivés (options et futures) portant sur les marchés des taux, négociés sur un marché réglementé ou négociés dans une transaction de gré à gré avec une contrepartie qui remplit les critères de notations des émetteurs obligataires et ceci à des fins de réduction du risque d'investissement.

Le portefeuille de placement est évalué à sa juste valeur. La juste valeur des instruments financiers correspond au derniers cours disponible le jour de l'évaluation pour les valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou sur un autre marché réglementé.

Les avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse sont enregistrés à leur valeur nominale.

Provisions pour avoirs susceptibles de transfert à l'étranger en vertu de partages

Ce poste comprend les avoirs reçus lors de confiscations dans des affaires internationales exécutées au Luxembourg et susceptibles d'être transférés vers l'étranger dans le cadre d'accords de partage à conclure le cas échéant.

Les partages étant réalisés directement depuis 2015, des provisions additionnelles ne sont plus constituées.

R.C.S. Luxembourg J30 ANNEXE 31 décembre 2019 - suite -

Sommes affectées sur base de conventions de projets

Ce poste comprend la somme des projets engagés et pour lesquels un décaissement n'est pas encore intervenu ou est partiellement intervenu, les projets en question étant en cours.

Affectations à des projets

Ce poste comprend les engagements pris au cours de l'exercice pour les nouveaux projets.

Recettes en vertu de l'article 5 de la loi du 17 mars 1992 :

Ce poste comprend les avoirs reçus au cours de l'exercice en vertu de confiscations effectuées par les autorités judiciaires. Ces recettes sont enregistrées au moment où la décision judiciaire est connue du Fonds.

NOTE 3 - CAPITAUX PROPRES

a) Dotation initiale

Une dotation initiale s'élève à EUR 2.478,94 (LUF 100.000,-) et a été apportée par l'Etat lors de la création du Fonds en 1992.

b) Réserves

Ce poste est composé du cumul au fil des ans de tous les bénéfices et pertes du Fonds. A la fin de l'exercice, il s'élève à EUR 19.098.810,43 (2018 : 20.292.010,48).

c) Mouvements de l'exercice

	Dotation initiale EUR	Réserves EUR	Résultat de l'exercice EUR
Situation au début de l'exercice 2019	2.478,94	20.292.010,48	(1.193.200,06)
Affectation de l'exercice 2018 Résultat 2019	-	(1.193.200,06)	1.193.200,06 (294.869,51)
Situation à la fin de l'exercice 2019	2.478,94	19.098.810,43	(294.869,51)

R.C.S. Luxembourg J30 ANNEXE 31 décembre 2019 - suite -

NOTE 4 - PROVISIONS POUR AVOIRS SUSCEPTIBLES DE TRANSFERT A L'ETRANGER EN VERTU DE PARTAGES

Au 31 décembre 2019, le poste est composé de EUR 1.009.336,68 (2018 : EUR 1.009.336,68).

NOTE 5 - SOMMES AFFECTEES SUR BASE DE CONVENTIONS DE PROJETS

A la fin de l'exercice 2019, le Fonds s'est engagé pour la réalisation de projets non encore décaissés, à concurrence d'un montant global de EUR 3.617.207,52 (2018 : 3.399.382,49). Le montant des nouveaux projets engagés en 2019 est repris en charges sous le poste « affectations à des projets » pour un montant de EUR 1.886.331,23 pour 2019 (2018 : EUR 2.019.721,85).

NOTE 6 - RECETTES

Les revenus de l'exercice 2019 pour EUR 1.629.050,98 proviennent essentiellement de 540 affaires de stupéfiants pour EUR 1.476.371,21 et de recettes financières sur le capital du Fonds pour EUR 152.679,77.

NOTE 7 - EVENEMENTS APRES CLÔTURE

Aucun évènement important susceptible de modifier de manière importante l'image des comptes n'est survenu après la clôture.

La crise sanitaire COVID-19 ne pose pas de risque sur l'activité du Fonds en 2020 et partant sur la situation financière du Fonds. Les réunions du Comité-Directeur se tiennent à distance par voie électronique. Beaucoup moins de demandes de financement de projets ont été soumises au Fonds pour approbation.